

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Brexit, dur, négocié, no Brexit.
Reporté ? fin mars... fin avril...
30 juin... Les britanniques voteront-ils
aux européennes ?
Que d'hésitations, de discussions,
de reports et de compromis...
Ah si la City avait été à Athènes,
pas sur que la Grèce aurait
subi la même Troïka.

Après le Texas et l'Indiana, les
enseignants sont de plus en plus
souvent armés, pour se protéger
(éventuellement). D'ici à ce que le
lobby des armes, la NRA, définisse
les programmes scolaires ...

Agenda militant

17-18-19 mai

Haute Savoie

[Rassemblement des Glières](#)

18 mai

Paris

[Pour le service public d'éducation](#)

24 mai

[Grève pour le climat](#)

1^{er} - 8 juin

De Rennes à Saint-Malo

[Étonnant voyage](#)

4 juin

Paris Bourse du travail,
67 rue Turbigo à 19h

[Pour un renouveau syndical](#)

21 juin

[Bon anniversaire aux éditions Syllepse !](#)

L'école de la défiance

Nuits des écoles, grèves, forum sur les places publiques, écoles mortes, manifestation à Paris le 18 mai, le mouvement contre les réformes au sein de l'éducation nationale se développe. Avec les Gilets Jaunes, c'est une grosse épine dans le pied du gouvernement. La réaction ne s'est pas fait attendre.

Collège République à Bobigny, trois enseignant.e.s mobilisé.e.s contre la réforme Blanquer sont sous le coup d'une procédure disciplinaire. A Lodève, un directeur d'école s'exprime sur une radio régionale et dit son opposition à la création des établissements de savoirs fondamentaux qui regrouperaient un collège et plusieurs écoles. Il est convoqué à l'Inspection académique et reçoit une lettre d'admonestation. Au Havre, c'est une directrice d'école qui est menacée de mutation forcée. Ce sont là les cas les plus emblématiques mais les menaces à peine voilées contre celles et ceux qui se mobilisent contre la loi Blanquer se multiplient.

Les enseignant.e.s doivent la fermer !

Drôle de conception du statut des enseignant.e.s dont l'une des tâches consiste à former les élèves à l'esprit critique. Ainsi le gouvernement anticipe l'article 1 du projet de loi « L'école de la confiance » piloté par Blanquer, lequel définit *le devoir d'exemplarité des enseignants*. Au-delà de l'article 1 c'est toute la loi Blanquer qui est empreinte du retour à l'ordre. « La loi renforce l'autorité du ministère sur la direction des Inspe¹, sur la réforme territoriale, sur l'évaluation de la politique scolaire empêchant tout bilan objectif etc. Il faut que le ministre contrôle tout, nomme tout le monde et finalement s'évalue lui-même. La confiance, pour JM Blanquer, c'est l'obéissance et cela jusque dans les détails. Tout doit céder au ministre. »²

Dans une lettre ouverte à Macron, las de ne pouvoir se faire entendre, les Stylos Rouges appellent à boycotter tous les examens nationaux de toutes les façons possibles (grève des surveillances et des corrections, notes maximales à toutes les copies). Sud Éducation pousse dans le même sens. De leur côté, les syndicats de la FSU consultent leurs adhérents.

Stylos rouges, Gilets jaunes, la désobéissance et la subversion comme mode d'action pour gagner est au programme.

L'avenir proche nous dira si les désobéissants de l'éducation iront jusqu'au bout de leurs intentions, mais la recherche d'efficacité dans les luttes devient incontournable.

¹. Nouvelle appellation des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation.

². François Jarraud in Le café pédagogique

Sylvie Larue



Ni Freud ni Marx mais la cybernétique !!!!

Il est question de supprimer Marx et Freud du programme de philosophie de la classe de terminale (GEPP Groupe d'élaboration des projets de programme Mars 2019) !!! On ne sait pas encore si la proposition sera ou non entérinée par la commission ad hoc, mais que cela soit seulement envisagé pose de graves questions et incite à réfléchir quelques minutes à l'apport de ces deux auteurs et au rôle de la classe de terminale.

Que représentent Freud et Marx aujourd'hui ? Et quelle est la signification de leur suppression des programmes de terminales ?

A travers l'exploration et la théorisation de l'inconscient pour le premier, c'est la connaissance de soi comme une personne et la conscience d'un rapport à l'intime qui sont en jeu. Et pour le second, l'explicitation des rapports de domination et de travail, c'est-à-dire la compréhension des rapports économiques et sociaux, et/ou des conditions matérielles et sociales qui façonnent nos manières d'être et de penser (nos « habitus » dirait Bourdieu) et expliquent les inégalités sociales contemporaines (pour faire vite et trop schématique).

C'est l'une et l'autre face du dévoilement des aliénations qui sont mises en œuvre par ces deux auteurs et qui effraient tant les décideurs politiques. C'est aussi toute la question du sens qui est posée, sens de la vie, sens de la société, sens du politique, sens de l'économique que l'on voudrait éviter aux jeunes bacheliers d'aujourd'hui.

Cette proposition relève en effet, d'une idéologie réductionniste fondée sur le primat des sciences cognitives et uniquement sur celles-ci dans la manière de penser. C'est en outre contraire à l'ouverture à la pluralité des modèles et des approches possibles de la société.

Voulons nous, à travers le programme de philosophie « produire » des gestionnaires ou des êtres humains capables de vivre, de penser et de se penser dans la société présente et à venir ?

Tous ceux qui l'ont vécue le savent, la classe de philosophie, fleuron de notre système éducatif, est un grand moment de construction des individus, de réflexion personnelle, de maturité, de développement de l'esprit critique. Est-ce cela que ce projet de réforme tente d'empêcher ? Il n'empêchera en tous cas pas l'inconscient d'exister ni la révolte face au sentiment d'injustice de gronder.

Développer la capacité de penser peut permettre d'éviter certaines formes de violence inutile et ou inefficace.

Résistons et insurgons nous contre cet appauvrissement programmé de l'intelligence.

● CATHERINE DESTOM-BOTTIN, BÉNÉDICTE GOUSSAULT.

De Rennes à Nantes



En mai, fais ce qu'il te plaît, mais ensemble c'est mieux !

A Rennes, le 1er mai a été marqué par la division. D'un côté la manifestation à l'appel de la CGT, la FSU, FO, le PCF, LO dans les quartiers populaires du Blossne, et de l'autre la manifestation à l'appel de Solidaires, Attac, la FI, le NPA, des Gilets jaunes... De quoi désespérer Billancourt !

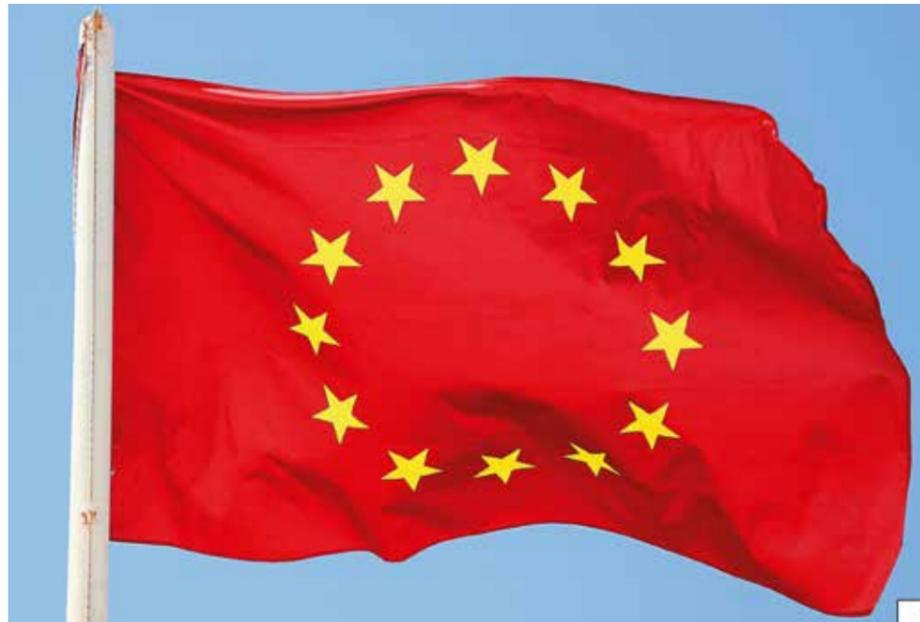
Le fond de l'affaire ? D'un côté le refus de céder aux interdictions de manifester dans le centre ville de la préfecture et de la mairie de Rennes, de l'autre le refus de subir des pratiques militantes de confrontation active avec les forces de l'ordre et la volonté de manifester en toute sécurité sans subir les violences policières. Au lieu d'affronter le désaccord, l'intersyndicale a éclaté et nous a tous et toutes obligé.e.s à choisir notre cortège.

A Nantes, l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires participe aux manifestations organisées par les Gilets Jaunes. Des convergences actives existent et le 1er mai s'est déroulé sous le signe de l'unité. En dénonçant les violences policières subies par toutes et tous, l'intersyndicale contribue à construire le dénominateur commun entre toutes les luttes. Samedi, lors du rassemblement des GJ, les forces de l'ordre n'ont pas attendu les vitrines cassées pour balancer les lacrymos. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/gilets-jaunes-ce-qu-il-faut-retenir-de-la-manifestation-nantes-6346146>

Au delà des différences de pratiques militantes, l'absence de débat sur ce qui manque aux luttes pour devenir victorieuses nous plombe sérieusement. Ne pas se coltiner tous ensemble la question n'est pas de nature à construire des rapports de force susceptibles de renverser la table.

● SYLVIE LARUE

Europe : la révolution, possible?



Le débat des élections européennes ne passionne pas les foules. Les Gilets Jaunes parlent même de mascarade électorale. L'abstention sera à nouveau le principal marqueur du scrutin. Les résultats s'annoncent désespérants, entre enracinement des forces européennes d'extrême droite et absence d'alternative crédible à gauche.

Pour autant devons-nous nous désintéresser de l'enjeu que constitue la dimension européenne de contestation du système capitaliste ? Peut-on faire la révolution dans un seul pays ? Où en sommes-nous des enjeux syndicaux européens ? Y-a-t-il des luttes européennes prometteuses ?

Table ronde

Benoit Borrits,
militant de l'autogestion



Alexis Cukier,
chercheur et militant



Christian Mahieux,
syndicaliste



Marie-Christine Vergiat,
eurodéputée Gauche européenne



Pierre Zarka,
communiste unitaire



Il y a une forte controverse à gauche autour de l'Union européenne. Comment abordez-vous la question européenne ?

Marie-Christine Vergiat : Tout d'abord, que veut dire aborder la question européenne ? Dans le monde d'aujourd'hui, surtout pour des internationalistes, vouloir se replier à l'abri de la Nation n'a aucun sens. De plus, réduire le débat, comme cherche à le faire Monsieur Macron, à la seule opposition entre des pro-européens qui seraient progressistes (comme lui !) et des anti-européens résumés à toutes celles et ceux qui ne pensent pas comme lui n'a pas plus d'intérêt, voire est mortifère, car le nationalisme liberticide des Salvini et Orban n'est que le revers de la médaille ordolibéraliste de tant d'autres. Il y a mille et une façons d'être pro ou anti-européen. Pour ma part, je me définis comme alter-européenne. Et j'ai tendance à penser que les controverses institutionnelles, censées nous opposer, servent de prétexte à empêcher toute discussion de fond pouvant montrer que nos points d'accord sont plus importants que nos points de divergence.

La question des Traités notamment est brandie comme la question essentielle. Loin de moi l'idée de dire qu'il ne faut pas modifier les traités mais ce n'est pas vraiment l'enjeu de ces élections européennes. Quel que le soit le point de vue que l'on ait sur cette question, le prochain mandat des parlementaires européens aura lieu dans le cadre des Traités actuels. La modification des Traités est une prérogative des États et il

faut l'unanimité au sein du Conseil. Donc dépassons cette question et pensons à construire des rapports de forces. C'est ainsi que nous avons sauvé le statut des docks, refusé l'accord ACTA (sur la contrefaçon et les droits de propriété intellectuelle), interdit la pêche électrique. Et il ne nous a manqué que quelques voix pour rejeter la directive qui permet aujourd'hui la réforme de la SNCF ou pour adopter les premières étapes d'une harmonisation vers le haut des systèmes de protection sociale.

Il ne viendrait à l'idée de personne en France de faire du changement des institutions de la Ve République un préalable à tout débat sur les politiques nationales... C'est la même chose au niveau européen et chacune de nos batailles devrait être un outil pour la construction de nouveaux rapports de forces.

Pierre Zarka : Ceux qui dénoncent la construction actuelle en disant que c'est l'Europe du Capital ont raison mais, de se fixer ainsi sur quitter l'Europe ou pas, contourne deux problèmes clés.

1) Si l'Union européenne est bien le fait du capital, cela veut dire que fixer la

**Vouloir se replier
à l'abri
de la Nation
n'a aucun sens**



Le Brexit a érudé la question du capitalisme

controverse sur l'Europe, c'est, s'acharner sur une conséquence. Les britanniques en font l'expérience : le Brexit a érudé la question du capitalisme et de sa phase actuelle ; le fait que le conflit se soit cristallisé sur l'Europe n'a strictement rien réglé pour les exploités. Et la tension qui traverse le peuple britannique noie la question du système. Les mouvements sociaux, notamment ce qu'a un temps pu exprimer Jeremy Corbyn, ont été marginalisés par les termes de la question.

2) Confondre l'Europe avec ses institutions, implique qu'elle serait inévitablement assimilable à un cadre institutionnel qui dépossède de tout pouvoir citoyen. Comme si la souveraineté des peuples renvoyait à la souveraineté des États. L'actualité algérienne montre que ce n'est pas le cas. Étions-nous en démocratie sous Giscard ou sous Mitterrand ? La référence à la défense de l'État ou au retour (illusoire) au passé gomme une question qui suinte de toutes les luttes ou expérimentations alterna-

tives : comment faisons-nous pour que notre pouvoir de citoyen ne se réduise pas aux minutes passées dans un isolement pour désigner à qui obéir ensuite ?

J'ajouterai que nous ne ferons pas la Révolution dans un seul pays. Cela ne veut pas dire que nous serions condamnés à attendre les autres peuples, mais que tout ce qui fait penser à un « chaque peuple pour soi », détourne de la possibilité de faire émerger au-delà des frontières des combats qui marquent l'époque. On laisse la notion de mondialisation au capitalisme.

Christian Mahieux : Une partie des forces politiques polarise le débat sur la seule question « sortir de l'euro ou pas ? » Discuter de cela en prétendant respecter le cadre des actuelles institutions européennes et étatiques n'a pas de sens : à travers les traités, les modes de financement, le jeu institutionnel, l'Union européenne ôte aux peuples la possibilité de choisir ... Sauf à rompre avec tout cela. Le réformisme n'a pas d'espace !

Les anticapitalistes doivent insister sur la communauté d'intérêt entre les classes populaires de l'ensemble des pays de la zone euro (et bien évidemment au-delà, mais nous discutons aujourd'hui de cette partie du monde). Nous devons mettre en avant des objec-

tifs de reconquête des droits sociaux perdus, de luttes contre la régression, dans une logique de solidarité internationale entre les travailleuses et travailleurs. Un internationalisme qui part des réalités différentes, pour construire un avenir commun. Par exemple, en matière de salaires, de temps de travail ou de droit à la retraite, il ne s'agit pas de rechercher d'emblée « la » revendication chiffrée, identique pour la France, la Grèce ou la Pologne mais de construire les conditions de luttes sociales fortes, sur ces sujets, tant en France qu'en Grèce ou en Pologne. Et ceci doit se décliner sur d'autres thèmes transversaux, et aussi par secteur professionnel. L'harmonisation sera à la hauteur des rapports de forces ainsi créés, nationalement et internationalement. Là doit être notre priorité, plutôt que de vouloir reconstituer un énième parti politique promettant des changements profonds en respectant le système économique et les institutions du capitalisme à l'image de Die Linke, Refondazione, Syriza, Podemos....

Benoît Borrits : L'Union européenne ne s'est jamais fixée comme objectif la constitution d'une Europe fédérale et démocratique mais plutôt celle d'une confédération d'États unis par des traités. Cette construction est faiblement démocratique dans la mesure où nombre de décisions sont prises dans le cadre de négociations entre gouvernements, laissant peu de place à l'expression politique d'un peuple européen en constitution. Le parlement européen lui-même n'a aucune possibilité d'initiative législative, ce qui est inédit pour un parlement ! Pour autant, nous avons besoin d'Europe pour amorcer la transformation sociale et la transition écologique. De ce point de vue le repli national, la pers-



Nous avons besoin d'Europe pour amorcer la transformation sociale et la transition écologique

pective d'une rupture avec l'euro et/ou l'Union européenne ne peut pas être un objectif en soi, encore moins une étape intermédiaire avant une transformation sociale qui serait alors contrainte dans le cadre réactionnaire de l'État-nation.

Alexis Cukier : Dans l'ouvrage *Europe, alternatives démocratiques. Analyses et propositions de gauche* et dans le *Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe*, nous sommes partis d'une critique internationaliste des institutions européennes. L'Union européenne (UE) et l'Union économique et monétaire (UEM) n'unissent pas les peuples européens, mais les divisent. Elles profitent aux intérêts des capitalistes de chaque État membre, contribuent à l'enrichissement des économies

de centre au détriment de celles des périphéries de l'est et du sud de l'Europe, et organisent la concurrence entre les peuples. C'est également au moyen des outils mis en place par les institutions européennes (règlement Dublin II, Frontex, accord avec la Turquie en 2016) que chaque pays peut mettre en œuvre, de manière différenciée mais coordonnée, la politique raciste et meurtrière de la « Forteresse Europe ».

Que pouvons-nous faire face à ces institutions européennes anti-démocratiques, néolibérales et xénophobes ? De notre point de vue, il est nécessaire de former une alliance internationale de toutes les forces sociales et politiques de gauche prêtes à une rupture avec les institutions européennes, de préparer une sortie effective prioritairement de l'UEM mais aussi de l'UE par un gouvernement (puis plusieurs gouvernements) de la gauche populaire et de viser une refondation progressive d'une Europe démocratique et populaire, alternative à l'UE.

En quoi votre approche serait-elle immédiatement opérationnelle ?

Alexis Cukier : La stratégie que nous proposons peut paraître trop ambitieuse, mais il nous semble qu'elle est plus réaliste que les autres approches dominantes dans la gauche radicale européenne. Les uns proposent une

réforme de l'UE au moyen de la pression d'un mouvement social européen ou d'une victoire électorale à l'échelle européenne. Mais c'est impossible : les luttes sociales ne sont pas synchronisées dans les différents pays européens, le Parlement européen n'a pas la prérogative de proposer de nouvelles directives, et la procédure de réforme des traités exige l'unanimité des États membres. Les autres proposent de désobéir aux traités ou laissent entendre qu'un État pourrait imposer ses vues progressistes aux autres dans le cadre d'un rapport de forces au sein des institutions européennes. Mais si la désobéissance et la confrontation sont indispensables, elles conduisent nécessairement à la rupture avec ces institutions indissociables des classes bourgeoises nationales et internationales.

C'est pourquoi, dans le dernier chapitre du Manifeste, nous avons proposé une stratégie en quatre moments. Premièrement, la désobéissance coordonnée, à tous les niveaux possibles : entreprises, villes, territoires, à l'échelle nationale et internationale. Deuxièmement, la confrontation avec les institutions européennes, qui passe, dans le cadre d'un gouvernement de gauche populaire, par la mise en œuvre de mesures unilatérales, telles que la suspension du paiement de la dette publique lors d'un audit. Troisièmement, une rupture avec l'UEM ou l'UE, qui peut prendre plusieurs formes : la sortie, l'expulsion,

Le travail internationaliste est fondamental

C'est en construisant en permanence des rapports de forces avec les acteurs de terrain, les mouvements sociaux, que l'on fait bouger les lignes

une confrontation durable, un démantèlement partiel, etc. Quatrièmement, des processus constitutifs (sous la forme de réseaux municipaux, plateformes internationalistes, assemblées constituantes partielles, etc.), pour construire des formes alternatives de coopération populaire. Pour commencer, le travail internationaliste est fondamental, pour que les forces progressistes (syndicats, associations, partis, collectifs militants), renforcent conjointement leur rejet des institutions européennes et développent ensemble des initiatives (campagnes, grèves, forums) et propositions pour rompre avec leur hégémonie et reconstruire de nouvelles formes de coopération populaire.

Marie-Christine Vergiat : J'ai siégé pendant dix ans au sein de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique. Nous y avons mené des batailles comme cela se fait au niveau national

mais avec l'avantage qu'au Parlement européen, il n'y a jamais de majorité totalement figée.

C'est en construisant en permanence des rapports de forces avec les acteurs de terrain, les mouvements sociaux, que l'on fait bouger les lignes d'autant que le niveau européen et le niveau national ne doivent pas s'opposer. Ce sont les États membres qui décident de ce qu'ils veulent ou non laisser comme compétence au niveau européen. Ce sont eux

qui imposent ou rendent impossibles telle ou telle décision. Il serait utile de se demander plus souvent quelle est la ligne réellement défendue par notre gouvernement au sein du Conseil. Il devrait y avoir transparence en ce domaine.

La politique en matière migratoire est particulièrement illustrative de cela car on ne cesse de parler des politiques européennes de migration alors que, dans les faits, ce sont bien les États qui restent maître d'œuvre des décisions, par exemple en matière de visas ou de titres de séjours, et qui ne veulent pas lâcher leurs pouvoirs de décision.

Pierre Zarka : Il y a des Gilets Jaunes dans combien de pays ? Avec des cultures, des conditions historiques différentes. La plupart des peuples sont confrontés à trois problèmes analogues : se doter du pouvoir de se faire entendre ; ne pas se faire récupérer par un système politique qui a partout fait la preuve au mieux de son impuissance, au pire de sa malfaisance ; une émergence plus claire d'un antagonisme avec le capital. Quel gâchis que de se limiter à notre horizon national. On a loupé le coche au moment où la Grèce cherchait à s'affranchir de « sa » dette. Nous avons manifesté notre solidarité mais un peu comme si nous n'étions pas concernés. Or chaque pays avait « sa dette ». Il aurait

pu être possible que de chacun s'élève un mouvement pour dénoncer le fait que « la dette » est un détournement de fonds par les banques avec la complicité des États. Cela aurait mis en lumière la dimension systémique de l'obstacle et de l'enjeu du combat. Le rapport de forces dans chaque pays en aurait été différent.

Christian Mahieux : L'Union européenne, la « zone euro » existent. En leur sein, puisque ce sont des réalités et que nos mouvements doivent faire avec les réalités (surtout si nous voulons les changer !), nous avons à construire des convergences pour nous opposer au dumping social, pour imposer ce que nous pourrions appeler des minima syndicaux. Mais, comme je le disais précédemment, cela ne se fera pas par la magie de slogans, mais par une mobilisation de masse, donc en s'appuyant

sur les réalités locales. Notre combat ne peut être de créer une « forteresse européenne » qui exclurait les autres peuples ; les luttes des populations migrantes nous le rappellent.

Euro ou pas euro ? N'ayons pas peur d'affirmer que la question n'est pas d'être payé en euros, en francs, en écus ou en sesterces, mais d'avoir de quoi manger, se loger, s'informer, se soigner, etc. Il ne s'agit pas de tomber ainsi dans la démagogie, mais de s'appuyer sur ce qui se dit réellement sur les lieux de travail, dans les cafés, les discussions amicales et familiales, etc., pour enclencher d'autres débats : pourquoi devons-nous payer ce qui correspond à des besoins essentiels pour vivre ? Comment est répartie la richesse et par qui est-elle produite ?

Benoit Borrts : Être opérationnel signifie tout simplement partir de ce qui est pour promouvoir notre objectif de trans-

formation sociale : la politique s'exprime essentiellement à l'échelle nationale et hélas très secondairement à l'échelle de l'Union. La politique sociale reste du ressort de chaque pays. Il est donc tout à fait possible dans un pays d'initier un processus de hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Cela remettra bien sûr en cause la valorisation des sociétés de capitaux et posera la question de leur appropriation sociale par les salariés et les usagers(es). Il est possible que cela impose un contrôle de la circulation des capitaux contradictoire avec les traités européens. Et alors ? Pourquoi seuls les gouvernements populistes de droite, comme la Hongrie et la Pologne, enfreindraient les traités ? Parce que la gauche est polie et bien élevée ? Une chose reste certaine, l'interpénétration des économies européennes avec des entreprises installées dans plusieurs pays favorisera la propagation de l'appropriation sociale, d'où l'importance de



Nous avons d'autres espoirs que celui de choisir la bonne monnaie nationale pour continuer l'exploitation capitaliste des peuples !





construire dès aujourd'hui un mouvement social européen.

Comment expliquer la capacité de récupération de mots d'ordre de gauche par l'extrême-droite ?

Christian Mahieux : Concentrer tout le mal sur l'euro paraît totalement improductif, mais c'est par ailleurs une source de dérives graves vers les forces les plus réactionnaires. Tout l'enjeu est de rendre audible et crédible une dynamique anticapitaliste, autogestionnaire, internationaliste. « Sortir de l'euro » pourrait être le cadre d'une campagne unitaire permettant les mobilisations d'ampleur qui sont indispensables pour remettre en cause l'austérité ? Peut-être, mais une condition essentielle serait alors de définir l'objectif de cette sortie. En revenir aux monnaies nationales sans remettre en cause fon-

damentalement le système économique, c'est déplacer les périmètres de l'exploitation capitaliste, nullement l'affaiblir, la faire disparaître, ni même la combattre ; ce que les partis d'extrême-droite ont très bien compris. Nous sommes dans la lutte de classes, une lutte qui oppose des classes sociales aux intérêts opposés ; les nôtres ne peuvent être efficacement défendus en nous enfermant dans les institutions mises en place pour nous exploiter ! Sortir ou non de l'euro, choisir (ou pas) une monnaie, définir comment fonctionnent les échanges au sein de la société, ne relèvent pas d'une quelconque « science économique », mais sont des choix politiques directement liés au type de société que nous voulons : ce qui est en jeu, c'est le droit de propriété, la socialisation des moyens de production et d'échanges, le pouvoir dans les entreprises, dans les

communes, dans la société. En cela nos ambitions ne sont pas compatibles avec les institutions capitalistes que sont par exemple l'Union européenne et ses outils comme l'euro ; mais nous avons d'autres espoirs que celui de choisir la bonne monnaie nationale pour continuer l'exploitation capitaliste des peuples !

Benoit Borrits : Depuis quelques années, l'extrême-droite a repris certaines propositions émises par la gauche antilibérale. Par démagogie ? Ce serait trop simple. Il est urgent de questionner les politiques qui ont été prônées ces derniers temps. Prenons un exemple : celui des déficits publics que la gauche a souvent préconisé et qui est très clairement repris en Italie par Matteo Salvini. Si l'objectif d'une gauche radicale est l'appropriation sociale, elle ne peut promouvoir des politiques qui

favorisent les profits des entreprises. Or c'est justement ce que fait un déficit public ! Une composante macroéconomique importante du profit des entreprises est leur capacité de financement qui est l'opposé de celle des autres entités de l'économie : les ménages, les administrations et l'extérieur. Comme les ménages mettent généralement de l'argent de côté, les déficits des administrations font exactement l'inverse et améliorent ainsi les profits des sociétés. Dit autrement, comme les ménages refusent de se laisser endetter au profit des entreprises, l'État les endettera collectivement. Dans le passé, les néolibéraux ont largement recouru aux déficits publics : Reagan au moment du resserrement monétaire de la Fédéral Reserve en 1978, tous les gouvernements au moment de la crise des Subprimes pour sauver le capitalisme, etc. Devant l'endettement massif des États, l'Union européenne promeut une compétitivité à l'export qui remplace les déficits publics. Pas absurde sauf que c'est intenable : on ne peut être structurellement excédentaire car les excédents des uns sont forcément les déficits des autres... Ce constat démontre une fois de plus l'évidence : le capitalisme n'a aucun avenir et ceci justifie des politiques offensives contre le capital. Le financement des budgets publics ne peut pas être reporté à demain mais doit être supporté par le capital. En refusant ces évidences, on favorise des convergences politiques pour le moins douteuses.

Alexis Cukier : Cette récupération n'est pas nouvelle malheureusement, mais elle a le plus souvent fonctionné sur le terrain d'une forte déception populaire à l'égard des forces poli-

tiques de gauche. Prenons l'exemple du Brexit : la campagne a été catastrophique, dominée par les forces nationalistes et xénophobes qui ont réussi à capter une part importante du rejet populaire de l'Union européenne. Sur la base de lectures (notamment *The Left case against the EU* de Costas Lapavistas) et de discussions avec des camarades anticapitalistes au Royaume-Uni, il me semble qu'un argumentaire plus clair du Labour concernant les voies que le Brexit pouvaient ouvrir à une politique de gauche, y compris internationaliste et pacifiste, aurait pu contribuer à éviter cela. Au-delà de cet exemple spécifique, un internationalisme de classe doit assumer la perspective d'une rupture avec l'Union européenne, tout en faisant la démonstration qu'il s'agit d'une condition nécessaire pour améliorer les conditions de vie et de travail des classes populaires en Europe et la seule voie praticable pour élaborer des coopérations solidaires entre les peuples, en Europe et au-delà.

Marie-Christine Vergiat : C'est curieux, moi j'ai exactement le sentiment inverse. C'est plutôt du côté de la droite, voire de l'extrême droite, qu'il y a hégémonie culturelle. On ne cesse de nous dire qu'il y a trop d'État, de charges sociales, d'impôts, de fonctionnaires sans plus se demander à quoi cela sert ! Et il devient de plus en plus difficile de se battre pour une autre répartition des richesses ou de démontrer le lien entre suppressions des services publics et montée des inégalités, ou encore le rôle des dits services publics dans la lutte contre le changement climatique en matière de logements, de transports ou d'énergie par exemple.

Et je ne parle pas de l'invasion migratoire, du grand remplacement, des menaces sur l'identité française ou européenne, voire des travailleurs détachés qui volent le pain des Français.

Alors l'extrême droite peut bien en prime tenter de nous faire croire qu'elle serait devenue écologiste et sociale, voire grande défenseuse de la liberté des femmes. Rien n'est plus faux. Il suffit de voir ses votes au Parlement européen.

Pierre Zarka : Il ne suffit pas de brandir les effets de la politique du capital. Même dénoncer les « gros », les « affairistes », est récupérable. Il y a besoin d'être plus précis. Craindre que le mot capitalisme ne soit pas compris conduit à trop de flou. Ce qui caractérise le fascisme n'est pas seulement le racisme ou des propos violemment rétrogrades, c'est sa capacité à absorber une haine de classe et la rancœur à l'égard de l'utilisation des institutions au service ...des « nantis ». Seule l'alternative fait la différence. A considérer que le réalisme renverrait cette question à plus tard laisse les citoyens avec leur ressentiment. Élaborer un horizon post-capitaliste n'est ni pour plus tard ni une occupation abstraite, cet horizon donne leur sens aux actes et propos immédiats. Sens qui n'est pas récupérable. C'est peut-être ce manque qui donne l'impression d'une hégémonie idéologique réactionnaire : elle est la plus lisible, alors que les aspirations inverses sont profondément partagées mais ignorées de l'espace institutionnel. La logique de celui-ci annihile les forces de gauche. ●

Europe, les enjeux du syndicalisme

La question de l'Europe est souvent mal posée quand on parle de transformation sociale.

Il existe à gauche un héritage complexe sur la question européenne, plongé de manière le plus souvent inconsciente dans les débats et les rapports de forces de l'après-guerre. Les socialistes du XIX^e siècle avaient l'échelon européen en tête. Marx envisageait l'unité de l'Allemagne comme un prélude à la fédération européenne. Bakounine souhaitait la fusion de l'*Association internationale des travailleurs* avec la *Ligue de la paix et de la liberté*, qui se prononçait pour les États-Unis d'Europe. Les théories de Proudhon restent une source d'inspiration pour les fédéralistes aujourd'hui. Plus près de nous, Kautsky prônait des États-Unis socialistes d'Europe, idée

conservée par la suite chez Trotski et certains de ses disciples. Marceau-Pivert présidait, dans l'après-guerre, le *Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe*, qui regroupait bon nombre des figures européennes du socialisme de gauche. Il y a là tout un héritage à revendiquer, pour ne pas laisser l'Europe à la droite.

Pragmatiques, les syndicats actuels se sont accommodés de l'Union européenne, prenant volontiers appui sur la législation européenne chaque fois qu'elle est plus favorable aux salarié.es que sa version nationale. Ainsi, on voit la CGT et les tribunaux de prud'hommes détricoter la fameuse loi Travail au nom du droit européen. Il ne faut pas avoir les yeux rivés sur l'échelle nationale : dans de nombreux pays, ce droit européen est plus progres-

siste en matière sociale et pour l'égalité femmes-hommes que le droit national. Les deux dernières décennies ont vu monter en puissance les grèves transnationales, lorsque plusieurs sites d'un même groupe en Europe font grève simultanément. C'est pour cela que la Confédération européenne des syndicats est un outil nécessaire, même si les syndicats n'en tirent pas encore pleinement partie.

Au-delà des luttes syndicales, il faut se demander quel rôle l'échelle Européenne joue dans les projets de transformation sociale. Lorsque le gouvernement Tsipras a cédé aux pressions de la Troïka, cela a créé un certain désarroi à gauche dans toute l'Europe. Celles et ceux qui avaient prophétisé son échec se sont frottés les mains, d'autres ont hurlé à la trahison. Plus lucidement, certain.es se sont demandé.es ce que la petite Grèce (1,3% du PIB de l'Union européenne) pouvait faire seule pour transformer la société ? L'échelle nationale est-elle pertinente pour cela ? On peut poser la question dans l'autre sens : quel rôle jouerait l'Europe, deuxième puissance économique mondiale, appuyée sur une forte tradition démocratique et sociale, si elle faisait les choix nécessaires pour changer son économie, la démocratiser, en finir avec la dictature des actionnaires, se donner les moyens de la transition climatique et sociale ? Dans cette perspective, la question n'est pas : pour ou contre l'Union européenne, mais : quels moyens se donne-t-on pour offrir une perspective politique et un projet de société à l'échelle européenne.

● NICOLAS DESSAUX



Rebonds

L'article de Nicolas a fait réagir dans l'équipe de rédaction de Cerises.

« La CES est un outil nécessaire » ?

Loin de moi l'idée de nier l'utilité d'une coordination internationale du syndicalisme ! Précisons que la CES n'est pas le secteur européen de la CSI¹, ni bien entendu de la FSM². Sa création, son existence et son fonctionnement sont étroitement liés à l'Union européenne. La CES accompagne le système capitaliste, prétend le réguler pour que les salarié.es en retirent le maximum d'avantages mais n'en remet nullement en cause l'existence. L'essentiel du travail de la CES consiste à faire du *lobbying*, à tenter de faire vivre le pseudo « dialogue social » (dont nous connaissons les grandes limites) au niveau européen ; l'action revendicative n'est pas du tout une priorité, la transformation sociale totalement absente. Qu'il y ait des organisations syndicales de lutte membres de la CES ne fait pas de doute : c'est pour cela que l'urgence est plutôt à coordonner l'activité du syndicalisme que l'on qualifiera ici d'anticapitaliste, et cela que les organisations soient membres d'une des confédérations internationales ou pas³. Ce sera plus utile que de perpétuer une institution dont la présidence à compter de juin sera exercée par Laurent Berger ; et cela évite de présenter comme seule alternative, la FSM dont le soutien à des États dictatoriaux est insupportable.

● CHRISTIAN MAHIEUX

1. Confédération syndicale internationale

2. Fédération syndicale mondiale.

3. C'est un des objectifs du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (www.laboursolidarity.org)

Il y aurait là matière à un débat plus large sur les enjeux du syndicalisme en Europe et plus généralement, des possibilités et des formes d'organisation à cette échelle – et ce serait une bonne chose. C'est à dessein que j'ai inclus cette « petite phrase » : la CGT, dont je suis adhérent, est traversée depuis des années par un débat sur son adhésion à la CES. Les arguments des anti-CES sont peu ou prou ceux que tu développes, qui ne sont pas infondés même s'ils pourraient être nuancés, auxquels viennent s'ajouter une bonne dose de nationalisme sous couvert d'opposition à l'union européenne. Que proposent les opposants à la CES dans la CGT ? Retourner à la FSM, la centrale stalinienne, aux côtés notamment des syndicats d'état de la Corée du Nord et de Syrie. C'est donc une opération purement politique. Si telle est l'alternative, je choisis la CES sans hésitation aucune, avec ses défauts. Cela n'est pas incompatible, loin de là, avec la coordination des syndicats de lutte : ce que je souhaite mettre en avant, c'est l'importance de ne pas oublier l'échelon européen et de construire à cette échelle.

● NICOLAS DESSAUX

Mouvements sociaux et construction européenne

Comme le disait il y a un an Gus Massiah¹ «*Nous vivons une période de grands bouleversements et de grandes incertitudes. Une période de fortes contradictions qui structurent le champ des possibles et qui confirme que l'avenir n'est pas prédéterminé.* ». Depuis 1957 la construction européenne a été émaillée de luttes sociales pour tenter d'infléchir les choix faits par les institutions européennes, d'abord sur les questions agricoles puis à partir des années 80 sur les politiques industrielles. On peut rappeler les grandes manifestations réunissant des travailleurs de France, d'Allemagne, de Belgique pour sauver la sidérurgie. Mais les luttes étaient avant tout nationales. A la fin des années 90 un début de construction d'un mouvement social européen voit le jour avec, en France, les États Généraux du mouvement social à l'initiative de Pierre Bourdieu. En 1993 une marche européenne contre le chômage est une première amorce. Les manifestations internationales voient le jour avec une manifestation d'ampleur qui tourne à l'émeute à Seattle fin novembre 1999 au moment d'une réunion de l'OMC. C'est le début du mouvement altermondialiste qui est marqué en France par la naissance d'Attac. En 2001 naît le premier forum social mondial qui sera rapidement suivi par le forum social européen. En juillet 2001 le

G8 se réunit à Gênes. Ce sera l'occasion pour le mouvement altermondialiste et les mouvements sociaux d'organiser 3 jours de manifestations qui se solderont par un mort et des centaines de personnes tabassées, voire torturées par la police italienne. Le mouvement social tente de se structurer mais il rencontre beaucoup de difficultés à construire des mobilisations au niveau européen suffisamment fortes pour créer un rapport de force plus favorable. Malgré les difficultés, des résistances se construisent sur les questions des migrants ou les questions environnementales. Le mouvement social à l'échelle européenne se construit avec des soubresauts. Cependant la prise de conscience grandit

que des solutions ne peuvent être qu'à l'échelle de l'UE. Exemple une multitude d'actions à l'initiative d'une trentaine d'organisations contre l'évasion fiscale a un retentissement dans de nombreux pays. Autre exemple des manifestations d'ampleur contre les accords de libre-échange ces deux dernières années. Soyons optimistes ; le mouvement social marque de son empreinte la construction européenne et les résistances s'organisent en mobilisant parfois beaucoup de monde et de jeunes (lutte contre le TGV Lyon Turin).

L'avenir n'est pas prédéterminé en témoigne le mouvement des Gilets Jaunes.

● DANIEL ROME



¹ Membre du conseil scientifique d'Attac. Il a été président du CRID. Il est membre du conseil international du Forum social mondial

Gilets jaunes Appel à l'action et à la mobilisation pour la période des élections européennes

Nous, gilets jaunes réunis lors de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions européennes. Le parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi ! La Commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne !

A l'inverse du modèle actuel, les gilets jaunes portent un modèle de démocratie directe, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Un modèle démocratique où primeront enfin nos conditions de vie, de travail, vos droits, la qualité de nos services publics et de notre environnement.

Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de gilets jaunes et

des individus en général. C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de liste politique au nom des gilets jaunes !

Nous appelons les gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale

- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.

Nous proposons aux gilets jaunes de Belgique de co-organiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles. Car quel que soit le résultat du vote, il faudra compter sur nous ! C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples.

Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs.

https://saint-nazaire.assembleesdes-giletsjaunes.fr/wp-content/uploads/sites/5/2019/05/AssDesAss-2-Appel-pour-les-assemblees%CC%81es-citoyennes_DEF.pdf

Chambre sociale, le débat continue

La démocratie est un mouvement

Je plaide pour deux propositions liées entre elles :

- une sortie de la 5^{ème} République avec une Assemblée parlementaire ayant pouvoir sur l'exécutif ;
- l'auto-organisation sociale, créant ses propres structures, afin de conquérir un pouvoir d'agir sur les lieux de travail et de vie, remettant radicalement en cause le système hiérarchique dominant.

Dès la 1^{ère} Internationale, Marx plaide pour « une économie politique des travailleurs ». Toutes les grandes luttes populaires depuis 1848 tendent à construire des institutions exprimant la capacité politique des salarié-es (dans leur grande diversité). C'est pourquoi la nécessité d'un « parlement social » se fraie une voie, même par des formes inachevées.

On peut citer les conseils ouvriers, les expériences d'autogestion ouvrière (dont les plus abouties cherchent à se fédérer, comme les Rencontres internationales de l'économie des travailleurs), ou même la gestion de la Sécurité sociale par des représentants élus jusqu'en 1983. Qu'on imagine une reprise de la Sécurité sociale par les syndicats et associations d'ayant-droits : ce serait un contre-pouvoir social et politique d'une très grande puissance, une sorte « parlement-bis », et une capacité des travailleurs à construire une « valeur » économique socialisée alternative à celle du capital.

Bien entendu, les syndicats devraient avoir un rôle bien plus large que la défense des intérêts immédiats. C'est la « double besogne » dont parle la Charte d'Amiens, mais que les syndicats ont du mal à concrétiser. Les réflexions sur la Sécurité sociale professionnelle, la critique du travail néolibéral, les SCOP, etc., vont dans ce sens.

Une telle démarche vise à faire des pas en avant, issus de l'expérience populaire, pour montrer que les luttes sociales et les institutions qu'elles forgent sont porteuses d'un imaginaire politique global. Il y a une nécessité que le social produise des institutions, sinon on laisse à la bourgeoisie le monopole de l'intérêt général. C'est parce que les luttes sociales n'inventent pas suffisamment une capacité d'agir politiquement qu'elles perdent la main trop souvent face au pouvoir (qui lui, fait de la politique en permanence). Bien sûr toutes les institutions sociales sont contradictoires, récupérables, comme le sont les SCOP ou la Sécu. Et elles sont aussi en tension contradictoire et durable avec la démocratie citoyenne. La démocratie ne se résume pas dans une instance unique. Elle est plurielle et en mouvement.

Il n'y a pas de magie anticapitaliste dans une formule unique. Il n'y a que la lutte.

● JEAN-CLAUDE MAMET

Une fausse bonne idée

L'idée d'une Chambre Sociale tente de répondre à la crise institutionnelle et l'accaparement du pouvoir par « la classe politique ». MAIS :

1) Abordons-nous la question à partir de ce qui existe ou de notre définition de la démocratie ? Je veux dire à partir de ce qui conditionne l'exercice concret du pouvoir par le peuple.

Ce qui met en cause le système représentatif.

Rousseau écrivait que l'on se croit libre en désignant des représentants qui nous dominent alors que nous avons besoin de commissaires (lisez d'exécutants) ; sans l'avis des assemblées primaires de 1792, aucune loi n'était ratifiée. Il ne pouvait y avoir des profanes d'un côté et une élite à laquelle il fallait s'en remettre de l'autre. Pour Marx la grande démonstration faite par la Commune a été d'ouvrir la voie au dépérissement de l'État- concept grandement oublié. Pour tous, il s'agit d'aller vers une transformation du peuple en pouvoir d'élaborer, de décider et de faire.

2) Aucune raison de confiner le social au social. Si la réalité ne se segmente pas, son approche et sa maîtrise par les citoyens, pas davantage. Quelle chambre aborde la question du nucléaire ? Si la question du social n'implique pas celle du climat, la défense de l'emploi sera toujours opposée à l'écologie. De plus, la dissociation du social et du politique

est en retrait sur des réalités : dans les années 60 par exemple la CGT et le Snes avaient pris position contre les guerres coloniales ce qui ne relève pas directement de l'activité syndicale stricto sensu; le dépassement du rapport salarial actuel est déjà posé par des partis, par la CGT, par des associations.

Une Chambre Sociale induit que la capacité à penser la globalité du fonctionnement de la société serait ailleurs. On en reste au système délégataire ou si les membres de la Chambre sociale ont accès à tout le champ politique, quid de la Chambre pas sociale ? Ou alors on considère qu'il y aurait deux sortes d'électeurs : les politisés et d'autres.

3) Serait-ce alors une transition ? Au nom du réalisme, faut-il renoncer à se fixer le but de devenir avec ses semblables puissance politique ? N'est-ce pas au lieu de nous en rapprocher, au contraire, conforter dans le système représentatif et dans l'idée que le social ne jouerait qu'un rôle de contrepoids ? En dissociant social et politique comment peut se constituer un rassemblement politique majoritaire pour changer la société ? L'individu peut-il demeurer devant une vision schizo-phrénique de lui-même- tantôt citoyen politique tantôt acteur social ? L'idée que l'on se fait de ses capacités de maîtrise sur le devenir commun rétroagit sur ses actes les plus immédiats.

● PIERRE ZARKA

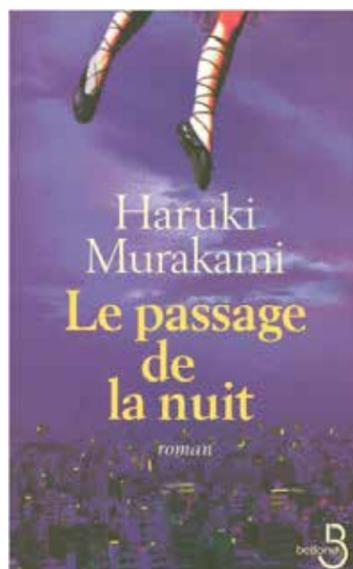


Que sont devenus les ex-Fralib ?

Cinq ans déjà, coucou les revoilà ! Cela fait en effet cinq ans que les ex-Fralib ont signé le protocole de fin de conflit avec Unilever qui leur ouvrait la possibilité de reprendre la production en créant leur entreprise : la Scop TI. Cinq ans après, ils sont toujours là avec une idée fondatrice : toutes celles et ceux qui ont participé à la lutte ont le droit d'être dans la Scop. Ce n'est pas simple bien sûr car il faut trouver de nouveaux clients, lancer leurs nouvelles marques... Mais ils tiennent bon et seraient proches de l'équilibre. Ça, c'est ce qu'on connaît. Mais comment se passe la vie de tous les jours dans la Scop ? Le réalisateur Claude Hirsch qui a suivi toute leur lutte avec deux films, récidive avec ce troisième qui capte des instants extraordinaires de la vie des coopérateurs. La participation de la comédienne Audrey Vernon qui joue le rôle d'une ouvrière mutine et rebelle, facilite l'expression des coopérateurs sur le nouveau rapport qu'ils établissent avec le travail. Un avant-goût de l'après-capitalisme ?

● **BENOIT BORRITS**

Les coriaces sans les voraces, une usine reprise en coopérative. Réalisé par Claude Hirsch. 2017. DVD. Film 73 minutes + Bonus 45 minutes. Distribution *Pol'Art.



Le passage de la nuit

Une nuit. Après le dernier train. Tokyo. Des images. Images camera. Images de soi. Images rêvées. Reflets. Phantasmes. Inconscients.

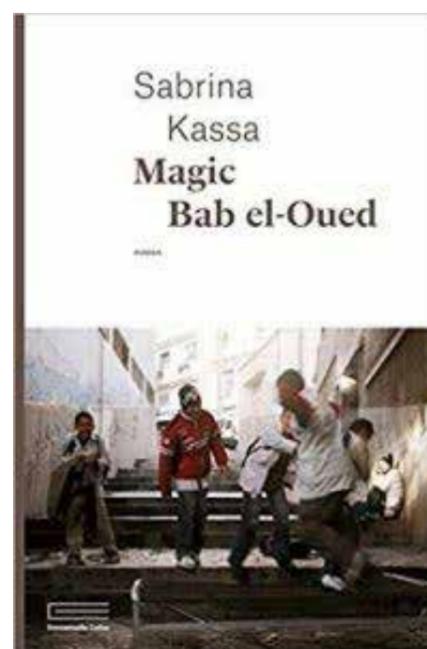
Pour Mari, cette nuit choisie constitue une sorte de variante dans son sentier de randonnées vitales. Une respiration. Un point d'apnée ? Rythmée par des airs de jazz, cette nuit-là nous évoque quelques figures d'un Japon hors geishas et jardins botaniques. Il n'y aura pas de matin calme. Juste les souffles sur des représentations, des sensations, les apeurements effleurés de vies qui vont.

Un musicien, deux sœurs, un salarié en sur-travail, un « love-hôtel ». L'intrigue d'une nuit passera-t-elle le matin ? L'absence ?

Ce passage de nuit est une sorte de rush sur la société japonaise. Un roman de lecture aisée, un scénario bien mené. Par l'auteur de 1Q84.

● **PATRICK VASSALO**

Le passage de la nuit, Haruki Murakami, éditions Belfond, 2007, 230 pages, 19,50 euros.



Magic Bab-El-Oued dans le mouvement ...

Je ne saurai trop vous recommander la lecture du premier roman de Sabrina Kassa, « Magic Bab el-oued ».

Ce roman est un très beau révélateur de la société algérienne.

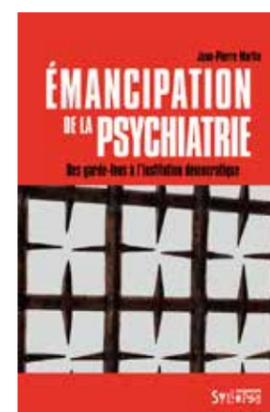
C'est une des fictions qui permet le mieux de comprendre le mouvement algérien, sa puissance, sa capacité d'invention et son impétuosité.

Il met en scène une nouvelle génération en rupture et en découverte, une jeunesse apparemment déjantée mais capable d'invention, de poésie, de compréhension intime des changements de l'ordre du monde.

Une jeunesse qui n'hésite pas à ouvrir des chemins vers des avenir improbables et nouveaux.

● **GUSTAVE MASSIAH**

Magic Bab-el-Oued, Sabrina KASSA, éditions Emmanuelle Collas, 208 pages, 2019, 15 euros



Émancipation de la psychiatrie, des garde-fous à l'institution démocratique

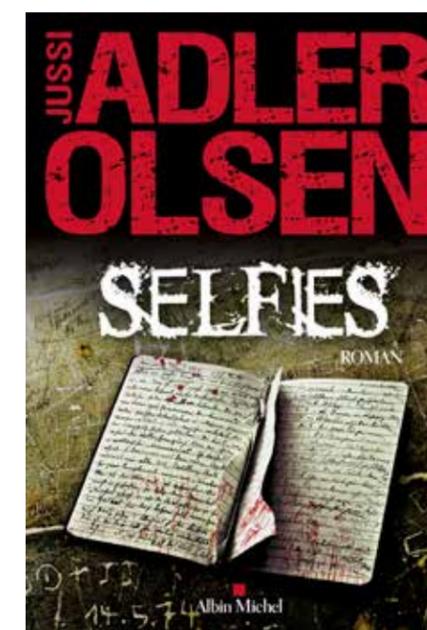
Parler d'émancipation en psychiatrie s'inscrit dans une alternative politique démocratique de la société.

Le livre brosse un historique des rapports entre société, aliénation sociale et mentale et traitement de la folie. La dérive gestionnaire actuelle modifie l'éthique et les finalités des pratiques de soin. La gestion par les « bonnes pratiques » se substitue au savoir clinique au profit de programmes spécifiques. Face à ces dérives, il faut trouver les chemins d'une émancipation de l'institution psychiatrique.

En s'appuyant sur le mouvement désaliéniste, la psychothérapie institutionnelle et la psychanalyse freudienne, l'auteur montre des pistes à partir de sa pratique : analyse institutionnelle de l'établissement pour le rendre soignant, travail thérapeutique qui restaure les capacités créatrices, changement d'orientation du médecin thérapeute pour que le malade devienne sujet du soin... L'émancipation de l'institution psychiatrique est une désaliénation radicale, sociale et politique qui passe par une libération du traitement par l'enfermement et des représentations de la folie dans la société.

● **MARIANNE COUDROY**

Émancipation de la psychiatrie, Jean-Pierre Martin, Editions Syllepse, 200 pages, 18 euros

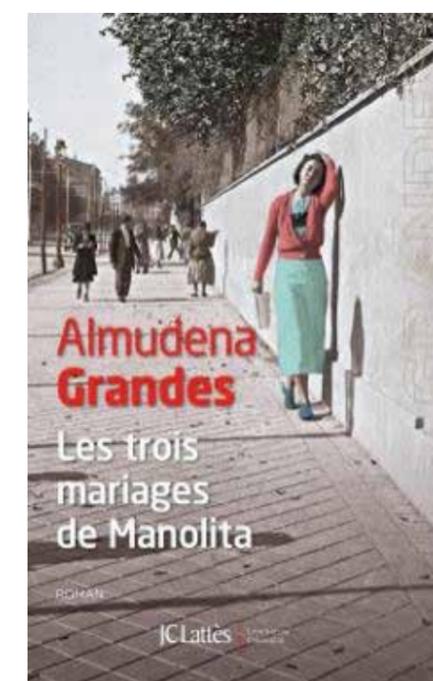


Selfies

Pour ce service de police de Copenhague, confronté à la rationalisation des moyens et l'ajustement de ceux-ci par les résultats, cette série de meurtres et accidents par chauffard non identifié rouvre plusieurs enquêtes. Les victimes sont des jeunes femmes pauvres, en quête de reconnaissance « faciale », selfies à l'appui. Mais la course au selfie cache mal une fuite en avant dans une société danoise où chacun.e est renvoyée à lui même, à sa propre image. Road movie scandinave, Jussi Adler Olsen signe là un polar à plusieurs suspenses. Le trio policier montre aussi une autre face humaine dans cette lente descente aux phantasmes d'enfers. Sans issue ?

● **PATRICK VASSALO**

Selfies, Jussi Adler Olsen, éditions Albin Michel/Livre de Poche, 2017, 762 pages, 9,40 euros



Trois mariages et les enterrements...

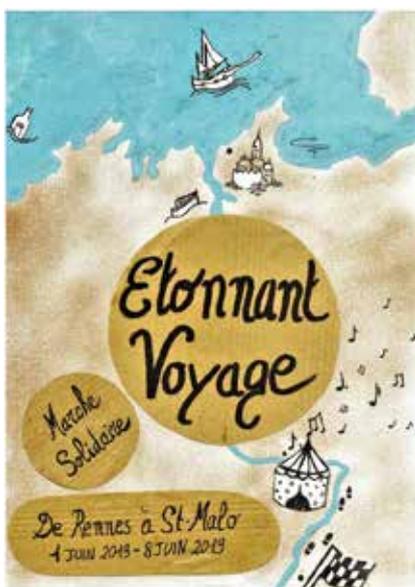
Madrid, la guerre d'Espagne. Survivre. Au quotidien. Au minimum. Trop de bouches à nourrir. Trop d'hommes en prison. Les républicains, communistes, anarchistes, ... Et la victoire franquiste. Toute une tranche d'Espagne dans cet imposant volume d'Almudena Grandes, madrilène, prix Méditerranée 2008, qui livre un demi siècle de roman historique, un tableau de ces femmes et hommes qui firent la Républicaine espagnole –et pour quelques uns le franquisme– centré sur les faits du quotidien.

Les trois mariages de Manolita marquent trois moments de cette « saga » autour desquels s'organise cette fresque que la montée de Vox, néofascistes, en Espagne remet en actualité.

Trop d'enterrements aussi ; et parfois très tard. L'oubli est parfois mortel. On lira avec attention la note de l'auteur qui conclut l'ouvrage.

● **PATRICK VASSALO**

Les Trois mariages de Manolita, Almudena Grandes, éditions JC Lattès, 2014, 729 pages, 24,50 euros



cerises
la coopérative

Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Alternative libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

ÉTONNANT VOYAGE

Je suis la malédiction
Suspendu à l'utérus du ciel
J'entends les cris du vent et les pleurs aux alentours
Je parle aux fleurs autour de moi et j'admire le chant des murs
Ces murs de mon isolement infini
La peur mon amie secrète
Rien ne me donne le sentiment de sécurité

Paroles d'un exilé sans domicile installé à Rennes dans un immeuble réquisitionné par des militants, extraites de « Nulle part est ma maison » film documentaire réalisé par des habitants de l'immeuble.

Les luttes pour l'accueil des migrants sont l'occasion de multiples expériences desquelles surgissent de belles rencontres et de beaux projets, comme ce documentaire d'où sont extraites les paroles ci-dessus. Des productions artistiques produites à l'occasion de ces expériences permettent de rendre visible ce qui ne l'est pas pour la plupart de nos concitoyens, et de laisser des traces, se représenter soi-même et représenter le monde pour le transformer.

« Né de la rencontre entre des migrants et des habitants du quartier de Maurepas, Étonnant voyage est un projet original de marche pour affirmer notre solidarité au-delà des catégories qu'on veut nous imposer et montrer qu'un autre monde fait de fraternité est possible ». Ainsi, entre le 1er et le 8 juin prochain, d'étonnants voyageurs chemineront de Rennes à Saint-Malo le long du canal d'Ille et Rance. La préparation et les étapes de ce voyage sont jalonnées de parcours artistiques : ateliers photo, et poésie, ateliers d'écriture, production d'un livre qui sera amené au festival... et de spectacles, débats, projections.

Entre les migrants et les habitants du quartier impliqué dans le projet, s'est construit petit à petit ce dénominateur commun qui fait que chacun.e se sent lié au même sort et comprend la nécessité de faire force commune pour agir et changer le monde. Les marcheur.se.s seront ainsi accueillis tout au long de leur périple dans plusieurs communes puis au festival Étonnants voyageurs qui se tient tous les ans à Saint-Malo pendant le week-end de Pentecôte. Une rencontre poétique avec Yvon Le Men prix Goncourt de la poésie est prévue.

De très nombreuses organisations associatives, syndicales, politiques, soutiennent le projet qui a germé en juin 2018.

Vous n'avez rien à faire la première semaine de juin ? Venez marcher de Rennes à Saint-Malo !

● SYLVIE LARUE

<https://www.facebook.com/EtonnantVoyage/>

<https://etonnantvoyage.fr/>